Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2017)
Heft: 2178

Artikel: Prévoyance vieillesse 2020 : l'occasion manquée : après le scrutin du 24 septembre

Autor: Delley, Jean-Daniel

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1014379

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Prévoyance vieillesse 2020: l'occasion manquée

Après le scrutin du 24 septembre

Jean-Daniel Delley - 24 septembre 2017 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/32151

Non pas une occasion, mais l'occasion manquée. Car il est douteux qu'une telle possibilité d'assurer pour une bonne décennie le financement de la prévoyance vieillesse se représente de sitôt.

Le projet Prévoyance vieillesse 2020 rejeté ce dimanche présentait toutes les caractéristiques d'un bon compromis. Concessions réciproques et recherche d'un équilibre entre sacrifices et avantages auraient dû convaincre une solide majorité parlementaire et une majorité populaire. Car jusqu'à présent toutes les tentatives de modifier isolément l'un ou l'autre des paramètres ont échoué.

L'augmentation de l'âge de la retraite des femmes devait s'accompagner pour ces dernières, notamment pour les bas revenus, d'une réelle amélioration des rentes. L'abaissement du taux de conversion dans le deuxième pilier allait atténuer si ce n'est supprimer la ponction des avoirs des cotisants pour financer les rentiers actuels. Lequel abaissement était compensé par une augmentation de la rente AVS des futurs rentiers. Le tout pour une modeste augmentation de la TVA et des cotisations.

Et pourtant, c'est l'échec. Pour convaincre des avantages d'une telle réforme, il aurait fallu l'engagement déterminé des principales forces politiques et sociales. D'entrée de cause, la droite idéologique – UDC, PLR et organisations patronales – a refusé de participer à l'élaboration et à la défense de ce compromis, de sorte que le projet n'a été adopté que de justesse, front contre front, au Parlement. Car, pour cette droite, la prévoyance vieillesse ne représente qu'une charge, des coûts qu'il convient de minimiser et non un droit des retraités à vivre dignement.

L'AVS permet une large redistribution des ressources. C'est là son défaut aux yeux de la droite et c'est pourquoi cette dernière cherche à tout prix à la maintenir à son plus bas niveau. Elle privilégie la prévoyance professionnelle qui constitue un formidable marché pour les banques, les assurances et les intermédiaires financiers. Face à cette opposition, les associations patronales romandes et quelques dissidents en Suisse alémanique, davantage soucieux de trouver une solution pragmatique, n'ont pas fait le poids.

Dans cette campagne, l'extrême gauche a tenu le rôle de l'idiot utile, alliée objective de ceux qui jouent la montre, attendant que le financement de la prévoyance vieillesse se dégrade encore pour imposer de guerre lasse leur solution, à savoir le gel des rentes AVS et le passage à 67 ans de l'âge de la retraite.

Indifférente à l'enjeu, l'extrême-gauche mise sur un *statu quo* qu'elle juge préférable à Prévoyance vieillesse 2020. Or son slogan de campagne *«Touche pas à ma retraite – Non à la baisse des rentes!»* risque fort d'être rapidement démenti, car pour elle cette victoire s'apparente à celle de Pyrrhus. En effet, si la droite a su habilement jouer la partition sociale – jeunes sacrifiés, retraités actuels oubliés, AVS améliorée sur le dos des femmes –, on peine à croire qu'elle persiste dans cette voie lors d'une prochaine réforme.

Pourquoi un tel désintérêt pour un projet certes imparfait, mais dont le rejet ne peut qu'engendrer tout ce contre quoi elle se bat? L'agenda suivi par l'extrême gauche nous donne une indication. Elle a annoncé le lancement du référendum avant même l'adoption du projet par le Parlement et notamment la décision d'augmenter la rente AVS. Elle entend maintenant déposer une initiative pour une retraite unique en virant à l'AVS les avoirs du deuxième pilier. Prévoyance

vieillesse 2020 sacrifiée sur l'autel de lendemains qui chantent… faux.

Pour des groupuscules inexistants au plan fédéral, l'occasion était bonne de se profiler en utilisant leur présence active dans les syndicats genevois et vaudois.

Avec l'appui aveugle du parti socialiste du bout du lac, toujours soucieux de se positionner très à gauche, quitte à ignorer la volonté de sa base qui s'était pourtant clairement prononcée en faveur de Prévoyance vieillesse 2020 à l'occasion du référendum interne du PSS.

Au-delà du projet Prévoyance vieillesse 2020, c'est la capacité du système politique suisse de produire des réformes consensuelles que met en cause l'action conjointe des extrémistes de tous bords. Avis de tempête sur la démocratie directe?

Coup de projecteur sur les élites suisses

Les élites peuplent toujours les Chambres fédérales, mais ce ne sont plus les mêmes

Yvette Jaggi - 21 septembre 2017 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/32145

Les élites n'ont pas la cote, sauf peut-être dans le monde du sport. En politique en particulier, le qualificatif d'élitaire prend une tonalité carrément injurieuse. Il s'oppose à ce qui serait proche du peuple, des simples citoyens, des électeurs.

Et pourtant, patiemment, les chercheurs s'intéressent à ces élites tant décriées. L'Université de Lausanne abrite même un Observatoire des élites (Obelis) que dirige le professeur André Mach. Il dispose d'un gigantesque fichier de 20'000 noms, ceux des personnalités ayant occupé des postes à responsabilité au cours de l'une au moins des sept années de référence choisies : 1910, 1937, 1957, 1980, 2000, 2010 et 2015. Le tableau comprend les élites regroupées en quatre catégories: politiques (élus aux Chambres fédérales et au Conseil fédéral ainsi que dans les exécutifs cantonaux ou principaux dirigeants des partis suisses dits gouvernementaux), économiques (administrateurs et directeurs des 110 plus importantes entreprises du moment ainsi que dirigeants des sept organisations faîtières de l'économie), administratives (cadres supérieurs de la Chancellerie fédérale et des sept départements, membres du directoire de la BNS et du Tribunal fédéral) et académiques (professeurs ordinaires et extraordinaires des différentes hautes écoles de Suisse).

Bien entendu, nombre de personnalités figurent dans plus d'une catégorie. Les croisements sont particulièrement fréquents et significatifs entre les mondes de la politique et de l'économie. Historiquement, certaines grandes entreprises déléguaient l'un ou l'autre de leurs hauts responsables dans la Berne fédérale. Ciba-Geigy, Coop, Migros, telle ou telle société industrielle ou compagnie d'assurance disposait d'au moins un député au Conseil national, pour ne rien dire des régies CFF et PTT ou de Swissair. L'un d'entre eux au moins est devenu conseiller fédéral, en la personne d'Otto Stich, chef du personnel du groupe Coop depuis 1971 jusqu'au jour de son élection surprise le 7 décembre 1983, à la place de la candidate officielle du PS, Lilian Uchtenhagen, elle-même présidente de l'importante Société coopérative de consommation de Zurich.

Les grandes entreprises ont mieux à faire

A l'heure actuelle, la représentation directe des grandes entreprises se fait rare, pour trois raisons que détaille une enquête attentive